



**Anticapitaliste,
anticolonialiste,
féministe,
antiraciste,
internationaliste,
solidaire,**

La Fédération des Associations de Solidarité avec Tou-te-s les Immigré-e-s (FASTI), est une fédération composée, en 2014, d'une soixantaine d'associations autonomes réparties sur l'ensemble du territoire français (jusqu'en Guyane), caractérisées par leur travail quotidien de solidarité et de lutte avec les personnes immigrées, pour l'égalité des droits.

La fédération oriente son action pour construire une société multiculturelle, qui favorise l'auto-organisation des personnes. Elle lutte contre toutes les discriminations, le racisme et le sexisme.

Pour mémoire, la FASTI s'est constituée en 1966 autour des combats des immigré-e-s des bidonvilles de la région parisienne pour leurs droits. Dès 1967, lors du premier congrès, la fédération compte une soixantaine d'associations qui s'unissent dans la lutte pour l'égalité des droits entre personnes immigré-e-s et personnes françaises.

Pour cela, la FASTI revendique :

- La liberté de circulation et d'installation pour toutes et tous, l'ouverture des frontières, la fin des politiques de répression aux frontières et en Europe, la fin de l'enfermement des migrant-e-s, l'abolition des accords de réadmission, de la gestion concertée des flux migratoires, la suppression de l'agence Frontex,
- L'abolition des lois xénophobes et des textes répressifs concernant les migrant-e-s,
- La régularisation de tou-te-s les sans papiers et le rétablissement de la carte de résident de dix ans,
- Une citoyenneté repensée (droit de vote, éligibilité des étranger-ère-s à toutes les élections),
- L'abolition de tous les traités de libre échange, l'arrêt des négociations en cours et la suppression des institutions internationales capitalistes.
- Le respect des droits des mineur-e-s et lutte contre les discriminations à leur égard
- L'égalité hommes/femmes, et l'égalité des droits entre les femmes étrangères et françaises
- Le respect du droit d'asile
- La fin des régimes d'exceptions en Outre-mer et la suppression du visa Balladur à Mayotte